

UMP 10ème circonscription de l'Essonne



L'essentiel sur le plan de relance de l'économie française

Nous traversons une crise **structurelle sans précédent** qui va transformer notre économie et notre société. Il nous faut donc l'affronter pour ne pas la subir en simplement limitant les dégâts mais bien **agir vite et fort pour anticiper le changement et préparer l'avenir**.

C'est le but du plan de relance de l'économie française, décidé et présenté en décembre par le Président de la République, **Nicolas Sarkozy**.

Très ambitieux, ce plan s'élève à 26 milliards d'euros. Il s'appuie sur l'investissement. **Plus d'investissement, c'est plus d'activité, de valeur ajoutée et d'emplois**. Seul l'investissement permet de soutenir l'activité d'aujourd'hui tout en préparant la compétitivité de demain.

Le plan comprend également **des mesures pour favoriser l'emploi** et pour accompagner les salariés victimes de licenciement. De plus, parce qu'en cette période de crise, les plus fragiles sont les premiers touchés, il prévoit aussi **des mesures immédiates de solidarité**.

Pour autant, l'Etat ne renonce pas à la maîtrise des dépenses publiques même si la crise en repousse l'échéance, l'impact sur le déficit sera temporaire et limité à 2009.

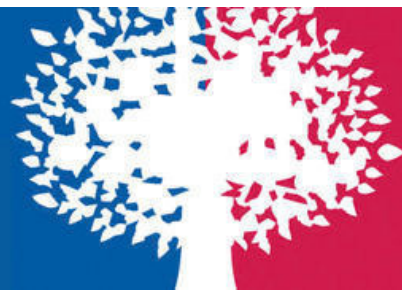
Le plan de relance est **déjà en cours de mise en œuvre** : le Parlement examine les projets de loi correspondants en janvier ; **Patrick Devedjian**, nommé ministre chargé du plan de relance, est chargé de son suivi.

Le plan de relance aura un effet immédiat : 75 % des montants injectés dans l'économie auront un effet dès 2009, avec un impact estimé à 0.6% du PIB (Produit Intérieur Brut).

Ainsi en choisissant de concentrer le plan de relance sur l'investissement, **nous ne sacrifions pas l'avenir de nos enfants au présent**.

Ce que nous investissons aujourd'hui dans les routes, l'environnement, les hôpitaux, ce sont aussi nos enfants qui en profiteront !

UMP 10ème circonscription de l'Essonne



Les principales mesures du plan de relance de l'économie française

Face au chômage

- Pour encourager les entreprises de moins de 10 salariés à embaucher malgré la crise, aide à hauteur des charges patronales
- Dotation budgétaire supplémentaire pour accompagner les salariés victimes de licenciement (contrat de transition professionnelle, aide au retour à l'emploi, formation, assouplissement du chômage partiel).

Solidarité

- Une prime exceptionnelle de 200 € versée en anticipation du RSA soit au total 760 millions d'euros pour près de 3.8 millions de foyers

Investissements publics 10.5 milliards €

- **de l'Etat dans les domaines stratégiques** : infrastructures, développement durable, patrimoine, enseignement supérieur et recherche, industries de défense
- **des entreprises publiques** (EDF, GDF Suez, SNCF, RATP, La Poste) **pour moderniser et développer nos infrastructures ferroviaire et énergétique, ainsi que les services postaux** (+ 35 % / 2008)
- soutien à l'investissement des **Collectivités locales**

Accélération du paiement de ce que l'Etat doit aux entreprises

- 10.5 milliards € pour les aider à maintenir leur trésorerie

Logement 1.8 milliards €

- **soutien à la construction et à l'accession à la propriété**
100 000 logements de plus en 2 ans, dont 30 000 logements sociaux
accélération du programme de rénovation urbaine dans les banlieues
doublement du prêt à 0 %
extension du « Pass foncier » permettant de différer le paiement du prix du terrain après le remboursement de la maison, pour favoriser l'accession sociale à la propriété par 30 000 ménages
- **rénovation de l'habitat et la lutte contre les dépenses d'énergie**
- amélioration et développement **des structures d'accueil spécialisées**

Industrie automobile, pour protéger ce secteur durement touché qui représente 2.5 millions d'emploi soit 10 % de la population active

- prime à la casse de 1000 pour l'achat d'un véhicule neuf émettant moins de 160g de CO²
- soutien au crédit automobile
- investissement pour maintenir les industries de sous-traitance